



UNITED FOR CLIMATE

**Les
opportunités
d'une transition
climatique
équitable**

Octobre 2019

GREENPEACE



am
Arbeid & Milieu

écoconso
du conseil à l'action

Fietsersbond
voor fietsers, door fietsers

KOMAF MET ARMOEDE
www.decenniumdoelen.be

GOODPLANET.be



KLIMAATZAAK
L'AFFAIRE CLIMAT

BOND BETER LEEF
VOOR DE TOEHOMST MILIEU



Les Amis de la Terre

FdSS
FÉDÉRATION des SERVICES SOCIAUX

GRACIQ
LES CYCLISTES QUOTIDIENS ASBL

MOC
MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN



rwadé
L'énergie, un droit pour tous!

WORKERS FOR CLIMATE



SAMENLEVINGSOPBOUW



ENTRAIDE & FRATERNITE
VIVRE ENSEMBLE

FGTB
Wallonne

KLIMAAT PODIUM
BRUGGE vzw

BAPN
BELGIAN ANTI POVERTY NETWORK

LEF-FGE
www.lef-online.be

netwerk tegen armoede



OXFAM
www.oxfam.be
113beweging

beweging.net

climate express

11.11.11
VECHT MEE TEGEN ONRECHT

NETWERK BEWUST VERBRUIKEN

BOOS+



VLAAMS ABVV

TEACHERS FOR CLIMATE

CNCD
11.11.11

La grande majorité de la population s'accorde sur la nécessité de s'attaquer au problème climatique. Les recherches, les sondages et les millions de personnes qui sont descendues dans la rue en grand nombre dans le monde entier et en Belgique en sont la preuve.

Mais tout le monde n'est pas convaincu que la transition vers une société respectueuse du climat – dans le contexte politique et économique actuel – se fera de manière équitable. D'une manière qui n'exclut personne. Pourtant, cette transition vers une société respectueuse du climat offre un nombre incroyable d'opportunités pour combattre les inégalités et améliorer la qualité de vie des citoyens (de tous les citoyens). Un large groupe d'organisations de la société civile soulignent via ce texte les mesures clés pour une transition climatique équitable.



● La situation actuelle est injuste

“Bien que la politique climatique puisse avoir des effets négatifs sur la redistribution, l’inaction ne peut être la réponse. Si aucune mesure n’est prise, la situation de tout le monde sera pire et les ménages à faible revenu seront plus touchés que les ménages à revenu élevé. Il n’y a donc pas de compromis à faire entre le climat et la justice sociale. La question est de savoir comment concevoir une politique climatique afin de minimiser les effets négatifs sur la répartition.”

“Les effets distributifs des politiques climatiques” – Think Tank Bruegel¹

Un récent [rapport](#) de l’ONU² sur le climat, la pauvreté et les droits de l’homme est très clair : le changement climatique frappera plus durement les personnes vivant dans la pauvreté et accroîtra également les inégalités. Selon ce rapport, les pays en développement supporteront 75 à 80% des coûts du réchauffement climatique. Ce sont donc les plus vulnérables socialement qui sont le plus durement touchés par le statu quo tant au Nord qu’au Sud.

Chez nous aussi, les familles socialement vulnérables sont souvent les moins à même de se protéger contre l’impact des vagues de chaleur ou des inondations, par exemple, et nous constatons que ce sont souvent elles qui vivent dans les endroits les plus pollués ou sur des sites de moins bonne qualité.

Les recherches du think tank Bruegel³ montrent également que les mesures climatiques prises peuvent s’avérer régressives dans la pratique. Les primes ou avantages fiscaux pour les économies d’énergie, les panneaux solaires ou les voitures électriques, par exemple, vont principalement à la classe moyenne supérieure ou aux grandes entreprises. Les taxes plus élevées sur le diesel ou des charges additionnelles sur la facture d’énergie, en revanche, touchent principalement les citoyens de la classe moyenne inférieure et les ménages vulnérables ou les petites PME. Cela n’est pas spécifique à la politique climatique, mais c’est aussi fortement lié à la politique socio-économique globale. Quoi qu’il en soit, de telles mesures suscitent une résistance compréhensible aux investissements climatiques indispensables et à la recherche de ressources pour les réaliser.

Les opportunités d’une transition climatique juste

Ce n’est pas inéluctable. Avec les bonnes priorités et avec les bonnes politiques-cadres, l’action climatique sera précisément un levier pour réduire les inégalités et améliorer sensiblement la qualité de vie des citoyens, en particulier celle des familles socialement vulnérables. Des économies d’énergie et une meilleure répartition des investissements dans les énergies renouvelables réduiront la facture énergétique des ménages, et l’amélioration des transports publics profitera à tous, en particulier aux ménages socialement vulnérables.

C’est pourquoi nous défendons activement une transition climatique juste, qui réduise les inégalités et s’inscrive dans une politique socio-économique plus équitable. Nous voulons ainsi sortir de l’ère d’austérité dans laquelle nous a propulsés la crise de 2008.

Notre message commun aux nouveaux gouvernements est clair : saisissez cette opportunité et œuvrez en faveur d’une politique climatique équitable et orientée vers l’avenir, dans laquelle personne ne sera laissé pour compte. Veillez à ce que les investissements nécessaires soient répartis de manière équitable, et en premier lieu portés par les épaules les plus fortes et par les plus gros pollueurs. Veillez à ce que les bénéfices de la politique climatique soient avant tout redistribués aux citoyens, et en particulier aux ménages socialement vulnérables, et aux PME.

1 - <https://bruegel.org/2018/12/deep-focus-balancing-distributional-inequalities-of-climate-policies/>

2 - “Climate change and poverty.” Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights. Human Rights Council. United Nations. 25/6/2019. https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/A_HRC_41_39.docx

3 - <https://bruegel.org/2018/12/deep-focus-balancing-distributional-inequalities-of-climate-policies/>

● 5 mesures clés qui profiteront aux personnes et au climat

Nous réclamons que chacune des mesures climatiques prises et à prendre (ou à revoir) soit passée au crible d'un « test de risque d'appauvrissement » afin de vérifier qu'elle ne présente pas d'effets inattendus tels que l'apparition d'une nouvelle forme d'appauvrissement ou l'aggravation des situations de pauvreté déjà existantes. Si ce risque existe, il doit être compensé par des politiques d'accompagnement. Il est également indispensable d'éviter que les mesures prises ne résultent en un effet d'aubaine (autrement appelé effet Matthieu) qui creuserait davantage le fossé entre les familles à revenu moyen et les familles vulnérables.

En outre, nous appelons les politiciens à adopter un discours contraignant sur le climat, qui ne souffle pas la discorde, mais qui souligne les avantages attendus pour chacun d'entre nous. Nous leur demandons de se concentrer pleinement sur les mesures de lutte contre le réchauffement climatique, de rendre la vie de tous les citoyens plus saine et plus qualitative, et de préparer le monde des affaires et les travailleurs à un avenir neutre sur le plan climatique.

1

Contribution équitable des grands pollueurs et des plus hauts revenus

2

Droit à l'énergie et à un logement climatiquement neutre

3

Partage de l'énergie - Énergies renouvelables pour tous

4

Amélioration des transports publics, de la pratique du vélo et verdissement du parc automobile

5

Assurer une transition industrielle solidaire, participative et équitable

● Contribution équitable des grands pollueurs et des plus hauts revenus

La transition climatique nécessite des investissements importants. Or, on a l'impression que d'une part, les dirigeants regardent de quel côté vient le vent, et que, d'autre part, au final, ce sont les citoyens qui paieront. Alors que rien faire coûtera beaucoup plus cher à la société⁴, et qu'il existe suffisamment de moyens de s'assurer que le changement s'opère équitablement.

L'investissement dans une société respectueuse du climat doit être réparti équitablement : **ce sont les plus forts qui doivent faire le plus d'efforts**. Ces dernières années, par exemple, la facture énergétique des ménages et des PME a augmenté, et les grands pollueurs – les entreprises grandes consommatrices d'énergie – s'en sont souvent tirés à bon compte. Qui plus est, la majeure partie des revenus provenant de l'échange de droits d'émission en Europe ne va pas à des mesures climatiques innovantes, mais retourne simplement vers les principaux pollueurs de ce pays⁵. Cela doit changer fondamentalement.

Nous demandons l'élaboration d'une **feuille de route**, en collaboration avec les secteurs, la société civile et le mouvement environnemental, pour une industrie climatiquement neutre d'ici 2050 au plus tard :

- Il convient de trouver une solution pour les entreprises qui subissent manifestement un désavantage concurrentiel en raison du coût de l'énergie (en tenant compte de tous les facteurs qui influencent le coût de l'énergie, tels que les compensations des émissions indirectes et le soutien aux énergies renouvelables).
- Toutefois, afin d'éviter des conditions de concurrence inégales, une distorsion des aides d'État et des subventions excessives, les exonérations devraient être limitées à un nombre minimal de secteurs.
- Il est nécessaire de réformer, rationaliser ou supprimer certaines mesures de soutien, telles que la compensation des coûts indirects des émissions, la mesure « supercap », l'exonération des droits d'accises sur les combustibles fossiles (y compris le kérosène) et la dégressivité de la contribution énergie verte.
- Enfin, le soutien apporté doit également être assorti de conditions telles que la réalisation des objectifs fixés dans le plan de transition vers la neutralité carbone.

Nous demandons également un **transfert fiscal basé sur la solidarité** :

- D'une part, les charges fiscales sur le travail doivent être réduites pour les travailleurs et les bénéficiaires de prestations sociales, et la charge sur les gros pollueurs devrait augmenter ;
- d'autre part, les plus hauts revenus doivent également apporter une contribution proportionnellement plus importante, et la fraude fiscale doit être traitée avec rigueur.

Selon Eurostat, notre pays est l'un des pires élèves européens en matière de fraude fiscale⁶. Lorsque ces capitaux ne quitteront plus notre économie, les pouvoirs publics disposeront d'un budget plus important qui pourra notamment servir une politique climatique juste et ambitieuse.



4 - <https://www.oecd.org/fr/environnement/climate-change-consequences-of-inaction.htm>

5 - <https://www.bondbeterleefmilieu.be/artikel/nee-minister-die-30-miljoen-euro-klimaatgeld-hoeft-niet-naar-grootverbruikers-te-gaan>

6 - <https://www.denktankminerva.be/analyse/2018/4/5/sociale-en-fiscale-fraude-een-beetje-perspectief>

● Droit à l'énergie et à un logement climatiquement neutre

L'accès aux services énergétiques est un droit fondamental qui doit être protégé par des politiques efficaces. Par conséquent, le gouvernement devrait faire des **investissements ciblés pour réduire la demande d'énergie** en mettant tout particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables qui ne sont pas en mesure de payer leurs factures énergétiques, ce qui permettra d'éviter des interruptions de services.

La Belgique connaît une crise du logement : des milliers de personnes se voient refuser le droit à un logement (décent) ou vivent dans des habitations humides qui gaspillent de l'énergie. De ce fait, non seulement ces personnes tombent malades, mais elles contribuent malgré elles au réchauffement climatique. L'amélioration de l'efficacité énergétique des logements est indispensable pour apporter des réponses à la crise environnementale. Il importe que les pouvoirs publics prévoient des obligations ambitieuses en la matière, qu'ils soutiennent financièrement les citoyens et les ménages qui n'ont pas les moyens de réaliser ces rénovations. À ce sujet, une étude d'Eurofound montre que la Belgique rentabiliserait l'investissement nécessaire pour rénover les 10 % des logements les plus vétustes en moins de 3 ans, grâce aux gains réalisés en matière de soins de santé⁷. En outre, ces rénovations créeraient des milliers d'emplois bien rémunérés et feraient sensiblement baisser les émissions de nos bâtiments.

Les mêmes défis se posent sur le marché locatif. Les logements sociaux devront être rénovés pour devenir climatiquement neutres, et de nouveaux logements sociaux climatiquement neutres devront être construits. En outre, le parc locatif privé doit faire l'objet d'une attention toute particulière, car il compte un très grand nombre de logements très vétustes, dans lesquels vivent de nombreux ménages à faible revenu. Il importe que de nouvelles obligations en la matière n'impliquent pas une augmentation déraisonnable des loyers qui obligerait les locataires vulnérables à quitter leur logement. Une forme de régulation des loyers qui permette aux propriétaires de valoriser les investissements consentis tout en s'assurant du caractère raisonnable de ces loyers doit être imaginée.

Selon des chiffres récents de la SERV⁸, rien qu'en Flandre, entre 1,4 et 6 milliards d'euros supplémentaires par an devraient être prévus pour des rénovations énergétiques approfondies parmi les groupes vulnérables, et entre 100 et 500 millions par an pour la construction de logements sociaux économes en énergie. Il s'agit de dépenses publiques qui ont donc encore un effet de levier sur les investissements du secteur privé.

En Wallonie, la stratégie régionale de rénovation⁹ estime que l'investissement public annuel nécessaire pour rénover le parc de logements se situe entre 233 à 435 millions d'euros par an d'ici 2030, selon l'efficacité des politiques mises en oeuvre.

7 - https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef1604en_0.pdf

8 - https://www.serv.be/sites/default/files/documenten/SERV_Raad_20190624_energieapport_alfa_omega_RAP.pdf

9 - Stratégie Wallonne de rénovation énergétique à long terme du bâtiment. Actée par le gouvernement Wallon le 20 avril 2017. <https://energie.wallonie.be/servlet/Repository/strategie-wallonne-a-long-terme-pour-la-renovation-energetique-des-batiment.pdf?ID=47301&saveFile=true>



● Partage de l'énergie - Énergies renouvelables pour tous

Nous demandons que le système énergétique soit démocratisé, que les réseaux restent dans les mains des pouvoirs publics et que l'appropriation par les citoyens et les communautés (communes, quartiers, coopératives) énergétiques soit encouragée. Il s'agit là d'une étape importante vers une **transition énergétique équitable vers un mix énergétique 100% renouvelable**. Les gens ont le droit de décider comment et où leur énergie est produite et de participer à des projets communautaires d'énergie renouvelable. La réglementation devrait rendre cela aussi facile que possible et faire en sorte que les familles socialement vulnérables puissent également en bénéficier, notamment par la participation à ces projets des pouvoirs publics, qui peuvent utiliser les bénéfices obtenus pour financer une politique ambitieuse de lutte contre la précarité énergétique.



● Amélioration des transports publics, de la pratique du vélo et verdissement du parc automobile

Les familles socialement vulnérables n'ont souvent pas de voiture et sont donc les premières victimes du déclin des transports publics et du sous-développement des alternatives à la voiture. Des mesures restrictives conduisant à une réduction de la circulation automobile et une élimination progressive et équitable du système des "voitures-salaires" sont nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques.

Ces mesures doivent aller de pair avec :

- le déploiement de transports publics confortables et abordables ;
- un réseau cyclable de qualité (création et entretien d'infrastructures cyclables continues, confortables, directes et sûres, abaissement de la vitesse autorisée, multiplication des abris pour vélos sécurisés, etc.) ainsi que le déploiement d'une politique en faveur de la mobilité piétonne.
- le développement de la mobilité en tant que service (« Mobility as a Service », MaaS) ;
- la création de « pôles mobilité » où les modes de transport durables s'intègrent parfaitement.

Nous **offrirons** alors **aux citoyens une véritable alternative à la voiture**.

Rien qu'en Flandre, De Lijn a besoin de 0,5 à 1 milliard d'euros supplémentaires chaque année¹⁰. Des investissements supplémentaires et des plans de transport ambitieux sont également nécessaires à la SNCB, au TEC et à la STIB.

Le vélo est le mode de déplacement qui, à moyen terme et pour un coût relativement faible, dispose du plus fort potentiel de report modal, tout en générant de nombreuses externalités positives. À côté des infrastructures, il convient enfin d'apprendre aux enfants aussi bien qu'aux adultes à rouler à vélo. Enfin, le déploiement d'une politique en faveur de la mobilité piétonne est aussi essentielle.

Afin de respecter les objectifs climatiques et les directives européennes et sanitaires sur la qualité de l'air, un transfert modal vers les transports en commun, le vélo et des voitures zéro émissions partagées est nécessaire dans la prochaine décennie. Mais à cet égard, il est très important de surveiller la dimension sociale. Aujourd'hui, la fragmentation de l'aménagement du territoire contraint les ménages à conserver un véhicule qui, bien souvent, grève leur budget (surtout dans le cas des ménages à faible revenu habitant en milieu rural où il y a un manque de transports publics). Cela vaut également pour les personnes en mauvaise santé ou à mobilité réduite. Il est nécessaire de réfléchir à des mécanismes de soutien et à des investissements qui leur permettent de rester mobiles.

C'est pourquoi nous plaidons en faveur d'**une autre fiscalité automobile**, une fiscalité qui nous éloigne des énergies fossiles et favorise les véhicules zéro émission, et qui soit neutre sur le plan budgétaire pour les faibles revenus. Le produit net sera utilisé pour des investissements massifs nécessaires dans les alternatives à la voiture, des subventions sociales ciblées pour l'achat de voitures ou de vélos électriques partagés et pour une compensation pour la restitution d'une plaque d'immatriculation. Ces mesures d'accompagnement doivent permettre à chacun de participer à la transition vers une nouvelle mobilité respectueuse du climat.

Nous demandons également que des recherches soient menées pour s'assurer que les constructeurs automobiles apportent également une contribution substantielle (comme cela s'est déjà produit en Allemagne¹¹), compte tenu de leur responsabilité dans la rétention des technologies propres et dans les problèmes actuels de pollution atmosphérique.

● Assurer une transition industrielle solidaire, participative et équitable

“Il est impossible d’échapper au fait que le réchauffement climatique nécessite une nouvelle révolution industrielle, mais nous pouvons éviter que des millions de travailleurs aient à payer pour les erreurs du passé.”

Luc Triangle, Secrétaire général d’IndustriAll (Confédération européenne des syndicats de l’industrie)¹²

La transition vers une société circulaire et renouvelable ne peut réussir sans une transformation circulaire et renouvelable de l’industrie et une production d’énergie à grande échelle. L’objectif est de poursuivre la transformation de l’industrie belge et de la production d’énergie à grande échelle afin qu’elle puisse offrir ses produits et services sur la base d’une énergie 100% renouvelable et de flux de matières presque 100% circulaires. Cela exige des innovations technologiques et sociales. Cela nécessite un cadre politique fort avec une vision à long terme, qui force les percées et en anticipe les conséquences sociales, en consultation permanente avec les travailleurs. Sans interventions gouvernementales qui encouragent l’industrie à agir, la transformation sera tardive, chaotique, inefficace et antisociale. Les mesures d’aide ou les exonérations fiscales en faveur de ces entreprises doivent être subordonnées à des critères économiques, environnementaux

et sociaux plus stricts qui les encouragent à s’engager dans la transition.

Pour que la transition soit socialement durable, il faut y faire participer les travailleurs et les syndicats dès le début. La recherche et le développement, la formation, d’autres organismes professionnels éventuels, les migrations pendulaires durables, le transport de personnes et de marchandises et la réduction des inégalités dans les systèmes de rémunération et de prestations sociales font partie de l’objet de cette consultation. De plus, le gouvernement doit prévoir des budgets suffisants pour accompagner la consultation, notamment pour organiser des formations, alimenter des fonds de conversion et proposer un soutien social adéquat au besoin.





Deze tekst wordt gesteund door en kwam tot stand in samenwerking met de volgende organisaties:

11.11.11, 11 maart beweging Aardewerk, ACV-CSC, Arbeid & Milieu, Belgisch Netwerk Armoedebestrijding (BAPN), Beweging.net, Bond Beter Leefmilieu, Bos+, Climate Express, CNCD-11.11.11, Decenniumdoelen, Ecoconso, Entraide et Fraternité, Fédération des services sociaux, FGTB, Fietsersbond, Goodplanet Belgium, Greenpeace Belgium, le GRACQ, Inter-Environnement Wallonie, Klimaatpodium Brugge, Klimaatzaak, LEF-FGE, Les Amis de la Terre, Mouvement Ouvrier Chretien (MOC), Natuurpunt, Netwerk Bewust Verbruiken, Netwerk tegen Armoede, Oxfam-in-België, Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN), Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie (RWADE), Rise for Climate, Samenlevingsopbouw, Teachers For Climate, Vlaams ABVV, Workers for Climate, WWF.

Editeur Responsable: Valerie Del Re, Greenpeace Belgium, Chaussée de Haecht 159, 1030 Bruxelles, Belgique. - Tel. +32 2 274 02 00, info.be@greenpeace.org, www.greenpeace.be

